

Commission Démographie et questions sociales

Avant-projet de programme statistique 2015

Ined (Institut national d'études démographiques).....	3
Insee, Direction des statistiques démographiques et sociales.....	5
Département de la Démographie.....	5
Base permanente d'équipements.....	5
Recensement de la population.....	6
Répertoires démographiques.....	7
Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages.....	8
Division "Conditions de vie des ménages".....	8
Division "Logement".....	10
Division des prix à la consommation.....	12
Division Revenus et patrimoine des ménages.....	13
Unité des études démographiques et sociales.....	16
Ministère de la culture et de la communication.....	19
Secrétariat général.....	19
Département des études, de la prospective et des statistiques.....	19
Ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie.....	21
Service de l'observation et des statistiques (SOeS).....	21
Sous-direction des statistiques du logement et de la construction (SDSLC).....	21
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.....	26
Centre de Données Socio-Politiques (CDSP).....	26
Étude longitudinale par internet pour les sciences sociales (Elipss).....	26

Ministère de l'intérieur.....	30
Secrétariat général à l'immigration et à l'intégration (SGII).....	30
Département des statistiques, des études et de la documentation (DSED).....	30
Ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.....	32
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.....	32
Mission des études, de l'observation et des statistiques (MEOS).....	32

Ined (Institut national d'études démographiques)

Présentation des enquêtes nouvelles :

Violences et rapports de genre : contextes et conséquences des violences subies par les femmes et par les hommes (VIRAGE).

Cette enquête prolonge les travaux initiés en 2000 sur la violence envers les femmes. Elle vise à dresser une typologie qui permette de différencier les situations des victimes selon la nature, la fréquence, le contexte et les conséquences des actes subis ; une attention particulière sera portée aux trajectoires des victimes. La taille de l'échantillon de répondants sera d'environ 25 000. L'enquête principale sera effectuée par téléphone (génération aléatoire de numéros), mais sera multi-modes dans la mesure où des personnes pourront choisir de répondre sur Internet. Des enquêtes complémentaires de volontaires sur Internet seront organisées à destination de plusieurs catégories de personnes potentiellement très exposées aux violences ou très concernées par elles. L'invitation sera faite via des bannières sur des sites communautaires ou associatifs. L'objectif est de palier à un éventuel biais de participation de ces populations, en raison même du sujet de l'enquête : les gays, lesbiens et transgenres d'un côté, les personnes victimes de violence faisant appel à des associations d'aide aux victimes de l'autre. Une troisième enquête spécifique aléatoire par Internet aura lieu au sein de plusieurs universités. Dans toutes les déclinaisons de l'enquête, des questions permettront d'assurer un contrôle des inclusions multiples.

L'enquête pilote a été réalisée au premier semestre 2014. La collecte aura lieu en fin d'année 2014. La question de l'extension aux Départements d'Outre-mer est en cours d'examen.

Cette enquête ne relève pas de la statistique publique.

Toutefois, l'opportunité a été demandée et obtenue en 2014.

Elap : Étude Longitudinale sur les Adolescents Placés : Inégalités des conditions de vie et de sortie de l'Aide Sociale à l'Enfance

ELAP est une étude conçue en deux vagues d'enquêtes afin de mieux connaître les conditions de vie et de préparation à la vie autonome des jeunes placés par la protection de l'enfance et leur devenir à court terme. Ainsi en 2013-2014, un peu plus de 1 600 jeunes âgés de 17 à 20 ans placés par les services de l'Aide sociale à l'enfance de 7 départements de l'Île-de-France et du Nord Pas de Calais (59-62-75-77-91-92-93) ont été interrogés. En 2015, ils seront réinterrogés (18 mois après la première vague) afin de mieux connaître leurs conditions de sortie du dispositif ASE, leur situation résidentielle, professionnelle et familiale ainsi que les réseaux mobilisés pour accéder à la vie autonome. La passation du questionnaire est prévue par téléphone. Outre l'ANR, ce projet est soutenu financièrement par la DREES, la DGCS et l'INED.

Cette enquête ne relève pas de la statistique publique.

ELFE : Étude longitudinale française depuis l'enfance

La cohorte Elfe a débuté en 2011 avec l'inclusion de 18 300 nouveau-nés au terme d'une enquête réalisée dans 320 maternités métropolitaines, étalée sur 25 jours de l'année, et proposée aux parturientes sous certains critères (majeures, hors grands prématurés). Une mère sur deux a consenti au suivi de son enfant (et de son éventuel jumeau), à raison d'un entretien annuel jusqu'aux 5 ans de l'enfant, plus espacé ensuite. Aux deux mois de l'enfant, les familles ont été contactées par téléphone, avec un taux de participation de 90%, pour répondre à un questionnaire sur une grande diversité de thèmes sociodémographiques, psychologiques, épidémiologiques et environnementaux. Ces informations collectées directement auprès des familles seront complétées par des données de l'assurance maladie (demande d'autorisation en cours). En 2012 et 2013, les enquêtes à 1 et 2 ans ont également été réalisées par téléphone. 6% des familles ont officiellement demandé à sortir de l'étude. Le stockage des données et leur mise à disposition sur une plate-forme d'accès satisfait à de strictes garanties d'anonymat des familles (certification ISO27001 en cours).

En 2014-2015, aux 3 ans et demi de l'enfant, l'enquête téléphonique s'accompagnera pour les trois quarts des familles d'une enquête à domicile permettant la réalisation d'un test d'acuité visuelle et de développement cognitif auprès de l'enfant (associations d'images) et le recueil de nouveaux prélèvements biologiques et environnementaux (urines, selles et cheveux de l'enfant, poussières).

En 2015-2016, à 4 ans et demi, les enfants seront à nouveau sollicités au moyen d'un jeu-questionnaire par internet portant sur leurs préférences dans le domaine des activités scolaires et domestiques.

Un partenariat avec les PMI de 30 départements permettra de collecter les résultats de l'examen médical réalisé en maternelle au cours des années scolaires 2014-2015 et 2015-2016. Une réalisation de tests par des enseignants en moyenne et grande section de maternelle est en cours d'élaboration. De nouvelles enquêtes sont prévues par téléphone à 5,5 ans et 8,5 ans (méthodologie en cours d'élaboration). Ces enquêtes bénéficient d'un financement "Investissements d'avenir - Équipement d'excellence" 2011.

Cette enquête de cohorte relève de la statistique publique.

Elle a obtenu un avis d'opportunité favorable et le label de qualité statistique pour chacune de ses phases (jusqu'à l'enquête à 2 ans)

Insee, Direction des statistiques démographiques et sociales

Département de la Démographie

Base permanente d'équipements

1. Exposé de synthèse

La BPE est aujourd'hui constituée de 19 sources correspondant à 181 types d'équipements différents. Depuis la BPE2013, certains domaines d'équipements sont diffusés avec leurs coordonnées géographiques XY : l'enseignement, la santé et le social, les transports, les sports et loisirs et le tourisme.

La recherche et la validation de nouvelles sources pour enrichir la BPE se poursuivra en 2015. Quelques pistes : ministère de la culture (musées, bibliothèques, ...), assistantes maternelles, ...

2. Travaux nouveaux pour 2015

La diffusion des coordonnées XY des équipements sera élargie de manière à avoir la totalité des équipements géolocalisés diffusés dans les années à venir.

La réduction des délais de production de la BPE se poursuit pour à terme, diffuser la BPE de l'année n en fin d'année n.

3. Opérations répétitives

Dans une démarche consistant à tirer parti des sources administratives, l'INSEE a mis en place une base permanente d'équipements, qui fournit les équipements figurant dans différentes sources administratives (Sirène, Finess – équipements sanitaires et sociaux, adeli – professions libérales de la santé, etc., au total 19 sources à ce jour). Pour chaque équipement, sont collectés l'adresse et, si possible, un indicateur de capacité. La géolocalisation des équipements est ensuite réalisée. Chaque année, les données sur les équipements sont collectées auprès de leurs producteurs, vérifiées, et la base est mise à jour. Elle est ensuite diffusée (insee.fr, prestations spécifiques pour les APR et producteurs des données).

Avant d'introduire un équipement dans la base permanente, des tests seront réalisés pour apprécier la capacité à définir l'équipement et la qualité des sources administratives permettant d'obtenir l'information.

Des enquêtes sur la qualité de la base, sous la forme de vérifications sur le terrain, sont également menées de façon périodique, et leurs résultats sont publiés sur insee.fr. Elles sont réalisées par des agents de l'Insee à l'occasion de la préparation du recensement, par sondage.

Opérations	Type	Objectifs
Base permanente des équipements <i>Insee DSDS-Démo</i>	Rapprochement de différentes sources, notamment : Sirène Ramsese : Répertoire Académique et Ministériel Sur les Établissements du Système Éducatif du ministère de l'éducation nationale. Adeli : Automatisation Des Listes de professionnels de la santé Finess : National des Établissements Sanitaires et Sociaux du ministère chargé de la santé et de la protection sociale. RES : (répertoire des équipements sportifs) ...	Localiser les équipements et estimer leur distance à la population

La BPE 2013 a été mise en ligne le 10 juillet 2014.

Recensement de la population

1. Exposé de synthèse

Après 3 années de tests, la collecte par internet va être généralisée en 2015 à l'ensemble des communes. Toutes les personnes concernées par l'enquête de recensement auront le choix de répondre par internet ou sur papier. Les outils de suivi, la documentation et les formations à destination des communes, des superviseurs et des équipes RP ont été revus en conséquence. La campagne de communication a également été adaptée à cette nouvelle possibilité offerte aux ménages.

Le bulletin individuel a été modifié pour prendre en compte le vélo dans les modalités concernant les modes de transport, le PACS et l'union libre dans la question portant sur les liens qui unissent les membres d'un couple. La nomenclature des diplômes a été revue pour faciliter la codification en nomenclature internationale Isced.

L'important projet de modernisation la gestion du répertoire d'adresses localisées (RIL), à la base de la collecte et du calcul de la population légale dans les grandes communes, sera poursuivi. Il vise à faciliter le travail des agents de l'Insee, mais aussi celui des responsables communaux, dans la gestion et l'expertise du RIL, et à mieux utiliser les sources administratives et cartographiques existantes.

2. Travaux nouveaux pour 2015

Des travaux de réflexion sur la diminution des coûts du RP, dont certains ont été entamés en 2014, se poursuivront dans deux directions essentiellement :

- l'amélioration de la codification automatique de la PCS et de l'APE ;
- la diminution du coût de l'analyse ménage famille.

Parallèlement, les travaux engagés en 2014 sur la qualité de la collecte, par comparaison avec les sources d'origine fiscale, seront poursuivis.

3. Opérations répétitives

Depuis 2004, le recensement se déroule sous la forme d'enquêtes annuelles sur une partie du territoire, permettant d'établir des données détaillées chaque année sur la base des cinq dernières enquêtes.

Des enquêtes de recensement ont lieu chaque année par sondage dans les communes de 10 000 habitants ou plus et sont conduites de manière telle que, en cinq ans, le territoire de chaque commune aura été entièrement pris en compte. Simultanément, chaque année, un cinquième des communes de moins de 10 000 habitants fait l'objet d'une enquête de recensement exhaustive, de sorte que, en cinq ans, toutes ces communes sont recensées. Pour les communes de plus de 10 000 habitants, l'Insee et les communes tiennent à jour un répertoire d'adresses localisées (RIL), qui permet la collecte et le calcul de la population légale.

Les protocoles de collecte du nouveau recensement tiennent compte de la répartition des rôles entre l'Insee et les communes telle que le précise la loi : l'Insee organise et contrôle la collecte des informations, les communes préparent et réalisent les enquêtes de recensement.

La commission nationale d'évaluation du recensement (CNERP) propose régulièrement les adaptations qui lui semblent nécessaires, suit les mises en œuvre de ces recommandations et se prononce sur les modifications aux textes réglementaires qui encadrent le recensement.

Les populations légales de chaque circonscription administrative sont publiées par décret à la fin de chaque année et les résultats détaillés complets chaque année en juin.

Intitulé de l'enquête	N° de visa	Service Producteur	périodicité de l'enquête
Enquêtes de recensement et de contrôle d'exhaustivité ; recensement des communautés	2015A001EC	Insee-DSDS	Annuelle
Enquêtes annuelles de recensement - Cycle 2015-2019	2015A001EC	Insee-DSDS	Annuelle

Répertoires démographiques

1. Exposé de synthèse

En 2015, les opérations de dématérialisation des échanges avec les communes de plus de 5 000 habitants qui envoient encore leurs actes sous forme papier à l'Insee seront encore intensifiées. La prise en compte de la loi organique portant application de l'article 11 de la constitution conduit à mettre en place un nouveau service d'identification incluant les informations électorales. Ce service opérationnel au 1^{er} janvier devra être conforté en 2015.

À l'image de ce qui s'est passé en 2014 avec le référendum d'initiative partagée, des évolutions législatives ou réglementaires pourront imposer des travaux nouveaux à l'Insee dans le domaine de la gestion de ces répertoires.

2. Travaux nouveaux pour 2015

Dans le cadre de la simplification de la déclaration du décès d'un proche mise en place par la DGME, des actions sont entreprises pour améliorer la transmission à l'Insee de l'information relative au décès. Le suivi de l'exhaustivité devrait être amélioré par un suivi plus régulier des informations de décès connues de la sphère sociale ou des communes via les listes électorales.

3. Opérations répétitives

Le Répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP) comporte l'ensemble des personnes nées sur le territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer (y compris désormais Mayotte) et, « en tant que de besoin », les personnes nées dans les territoires et collectivités d'outre-mer ou à l'étranger. Il est essentiellement alimenté par les actes d'état civil, en provenance des mairies, et joue un rôle essentiel dans la gestion de la sphère social grâce au « numéro de sécurité social », qui est attribué par l'Insee.

Parallèlement à ce répertoire l'Insee gère le fichier général des électeurs et électrices en vue du contrôle des inscriptions sur les listes électorales.

La gestion de ce répertoire permet à l'Insee de mettre au point et de diffuser des statistiques sur les événements d'état civil et d'enrichir régulièrement l'Échantillon Démographique Permanent à partir des bulletins des enquêtes annuelles de recensement et de l'état civil.

Opérations	Type	Objectifs
Statistiques d'état-civil (Insee)	Exploitation de la source administrative État-civil	Établir des statistiques de naissances, mariages, décès
Échantillon démographique permanent (Insee)	Panel réalisé à partir des - bulletins d'état civil de naissance, de mariage, de reconnaissance et de décès depuis 1968, - recensements depuis 1968	Étudier des trajectoires, des effets générationnels, fécondité, mortalité, mise en couple, migrations géographiques, mobilité sociale et professionnelle

Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages

Division "Conditions de vie des ménages"

Exposé de synthèse

Le programme 2015 de la division Conditions de vie des ménages confirme les opérations prévues précédemment et annoncées dans sa contribution au moyen terme 2014-2018. Il continue d'être marqué par la volonté de l'Insee de développer des enquêtes multi-modes, notamment par internet.

Quatre enquêtes régulières seront comme chaque année collectées :

- l'enquête annuelle **Technologies de l'information et de la communication (TIC)** auprès des ménages. La collecte aura lieu en avril et mai. L'enquête répond au règlement européen relatif aux statistiques sur la société de l'information (2004/808). La collecte multi-mode (téléphone, internet et papier), mise en œuvre depuis 2010, sera reconduite.

- l'**enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (CAMME)**, enquête faisant partie du système européen des enquêtes de conjoncture. L'enquête est par ailleurs dotée de plates-formes, chacune composée de 20 questions. Trois plates-formes seront reconduites en 2015 : deux sur le logement (avril et octobre), une sur les pratiques et opinions environnementales (novembre). En outre, à la demande du ministère des Droits des femmes, une plate-forme sera testée en septembre 2014 sur les stéréotypes associés aux inégalités entre hommes et femmes ; elle sera éventuellement reconduite en février 2015. Enfin, une enquête méthodologique sera conduite en 2015 afin de mesurer l'éventuel biais de couverture dû au mode de collecte par téléphone.

- l'**enquête** de victimation **Cadre de vie et sécurité (CVS)**. Réalisée en co-maîtrise d'ouvrage avec l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONDRP), elle sera collectée de janvier à mi-avril.

- le **questionnaire auto-administré sur la qualité de la vie**, qui a été adossé au panel **SRCV** depuis 2010 à la suite des recommandations du rapport Stiglitz-Sen. Depuis 2012, les enquêtés peuvent répondre à ce questionnaire par Internet ou papier.

L'année 2015 sera également marquée par les traitements avals d'une nouvelle enquête, l'enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ) collectée fin 2014, et par la préparation de l'édition 2016 de l'enquête Budget de Famille.

2. Travaux nouveaux pour 2015

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

L'**enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ)**, réalisée en collaboration avec la Drees, cherchera à mieux décrire les aides matérielles des parents aux jeunes adultes (18-24 ans) et la charge qu'elle représente dans le budget parental. La collecte aura lieu du 1^{er} octobre au 31 décembre 2014, en métropole, en Guadeloupe et à la Réunion. En 2015 auront donc lieu les traitements avals et les premières exploitations de l'enquête ENRJ.

Une nouvelle édition de l'**enquête Budget de famille (BDF)** sera en préparation en 2015 pour un début de collecte en 2016 (sur une période d'un an). Le dispositif sera reconduit sans changements notables par rapport à l'édition 2010-2011, et le rythme à peu près quinquennal des enquêtes sur le budget des ménages sera respecté. Des incertitudes subsistent sur le calendrier de collecte (démarrage en avril ou septembre 2016, avant ou après passage à Capi 3G).

En collaboration avec la division Revenus et Patrimoine, la division préparera le questionnaire du **bloc « indicateurs sociaux » de SRCV 2015** sur les relations avec les proches et les aides, en articulation avec le module européen.

L'enquête méthodologique Camme visant à mesurer le potentiel biais de couverture lié à la collecte par téléphone, est encore à l'étude. Elle consisterait à compléter l'échantillon téléphonique traditionnel Camme par un échantillon internet. La collecte aurait lieu au 2^{ème} et au 4^{ème} trimestre 2015.

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2015

Pas de remarques.

2.3. Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2015

L'enquête ENRJ fera l'objet de premières exploitations et publications en 2015. Une expertise sera menée sur la possibilité de produire des données régionales à partir de l'enquête CVS.

2.4. Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2015

À la suite de travaux sur le calcul de la pondération CVS entamés en 2014 avec la direction de la méthodologie, la pondération de l'enquête CVS sera revue et les enquêtes 2007 à 2014 seront révisées.

3. Aspects particuliers du programme 2015

3.1. Aspects « Territoires »

Comme les années précédentes, l'enquête Technologies de l'information et de la communication sera collectée aux Antilles, en Guyane et à La Réunion, sans extension.

Comme habituellement, l'échantillon de l'enquête Cadre de vie et sécurité comportera un sur-échantillon dans les ZUS. Par ailleurs, des extensions en Guadeloupe, Martinique et Guyane auront lieu en 2015.

3.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet.

3.3. Aspects « évaluation des politiques publiques » :

Sans objet.

3.4. Aspects « européens »

La division réalise une enquête sous règlement, celle relative aux Technologies de l'information et de la communication, et une autre dans le cadre d'un appel d'offre de la Commission (direction générale des affaires économiques et financières), l'enquête de conjoncture auprès des ménages mensuelle. L'Insee a répondu à l'appel d'offre de la commission européenne des enquêtes de conjoncture pour la période 2015 à 2021.

L'enquête Budget de famille fait par ailleurs l'objet d'un gentleman agreement et la préparation de la prochaine édition, comme celle des précédentes, suivra les recommandations d'Eurostat.

4. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Observations
Enquêtes	
Cadre de vie et sécurité	Annuelle - janvier à avril - prioritaire
Technologies de l'information et de la communication	Annuelle - avril/mai prioritaire
Conjoncture mensuelle auprès des ménages	Mensuelle prioritaire
Questionnaire auto-administré sur le bien-être, adossé à SRCV	Annuelle - prioritaire

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

1. Exposé de synthèse

Le dispositif d'observation conjoncturelle des loyers poursuit sa refonte par une rénovation de l'enquête Loyers et Charges.

Les fichiers de l'enquête Logement 2013-2014 seront mis à disposition au premier semestre de 2015. Un groupe d'exploitation animera les travaux d'études.

Des travaux méthodologiques seront menés à partir des données collectées sur les loyers par Internet.

2. Travaux nouveaux pour 2015

2.1 Enquêtes

Enquêtes conjoncturelles sur les loyers

Le nouveau dispositif de collecte des loyers est en place depuis début 2013. Il associe une enquête sur les loyers des bailleurs sociaux (ELBS) pour le secteur social et l'enquête Loyers et Charges auprès des ménages dans le secteur libre.

ELBS concourt au calcul de l'indice en métropole depuis 2013. En 2015, la division Logement préparera le renouvellement de l'échantillon métropolitain et la mise en œuvre de l'enquête en Guadeloupe à horizon 2016.

L'enquête Loyers et Charges est en cours de refonte. Début 2016, elle présentera un questionnaire et une application de collecte renouvelés.

Les méthodes de traitement de l'indice ont été revues lors de la mise en place d'ELBS et seront mis en œuvre à terme dans Loyers et Charges.

2.2 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2015

La division Logement participera à l'évaluation du prototype de fichier RSL (répertoire statistique des logements), élaboré à partir de sources fiscales et sociales.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2015

Les travaux d'exploitation de l'enquête Logement 2013-2014 (enquête menée par un enquêteur avec un ménage en face à face) démarreront fin 2014. La fin de la collecte de l'enquête a dû être repoussée à juin 2014, du fait des graves difficultés de collecte rencontrées par le réseau des enquêteurs de l'Insee. Le calendrier de mise à disposition des résultats a été repoussé d'environ six mois. Les fichiers seront fournis en plusieurs étapes, avec la validation d'un groupe d'exploitation. Un premier fichier provisoire, ne contenant pas les variables financières élaborées, sera analysé par le groupe de décembre à mars ; le fichier définitif sera analysé de mars à juin et publié en juin. Le groupe d'exploitation animera les travaux d'études. La collecte est réalisée également dans les DOM, avec un questionnaire quasi-identique à celui de la métropole pour les Antilles-Guyane et La Réunion mais en revanche un questionnaire assez fortement adapté pour Mayotte. Le calendrier de diffusion est décalé d'environ un trimestre par rapport à la métropole.

Les données collectées par Internet sur les loyers de mars à juin 2014 feront l'objet d'exploitations courant 2015. On évaluera notamment les écarts de résultats entre la collecte par un enquêteur et la collecte Internet.

Les travaux d'exploitation de l'enquête SRCV pour une mise à disposition de résultats annuels sur le logement, entamés en 2011, seront poursuivis.

La division Logement pilotera la préparation d'un numéro d'Insee Référence sur le thème du logement, dont la publication est prévue en 2016.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2015

Sans objet.

3. Aspects particuliers du programme 2015

3.1 Aspects « Territoires »

L'enquête Logement comporte des extensions d'échantillon régionales en Île-de-France, en Nord-Pas de Calais et dans les DOM.

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

L'enquête Logement permettra de mettre à jour les indicateurs portant sur la précarité énergétique.

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Des travaux d'étude pourront être menés avec l'enquête Logement.

3.4 Aspects « européens »

Sans objet.

4. Opérations répétitives

Intitulé de l'enquête	N° de visa	Service Producteur	périodicité de l'enquête
Enquête conjoncturelle sur les loyers et les charges	2014T005EC	Insee-DSDS	Trimestrielle
Enquête conjoncturelle sur les loyers auprès des bailleurs sociaux	2014T004EC	Insee-DSDS	Trimestrielle
Indices Notaires-Insee		Insee-DSDS et notaires	Trimestrielle
Bilan du parc de Logement		Insee-DSDS	Annuelle

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

Division des prix à la consommation

1. Exposé de synthèse

La production de l'IPC se poursuit. Dans le même temps, les opérations importantes planifiées pour 2015 et les années suivantes se poursuivent : il s'agit en particulier du changement de base de l'IPC (base 2015, effet en 2016), du projet d'introduction des données de caisses de la grande distribution dans l'IPC (2016 à 2017) et de la prochaine enquête de comparaison spatiale de niveaux de prix (2015).

2. Travaux nouveaux pour 2015

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

La production de l'IPC se poursuit en 2014.

En 2015, une enquête de comparaison spatiale des niveaux de prix entre la métropole (en distinguant Paris, province) et les DOM sera réalisée. Elle fait suite à l'enquête du même type réalisée en 2010.

2.2 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2015

Sans objet

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2015

Sans objet

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2015

Le changement de base de l'IPC se prépare en 2015. La nouvelle année de base, à partir de janvier 2016 sera l'année 2015. Le changement de base donne lieu à une révision des zones de collecte, de la méthodologie de suivi des produits frais (fruits, légumes, poisson, crustacés, fleurs et plantes) et de la nomenclature de diffusion de l'IPC.

En parallèle, le projet « données de caisses » se poursuit à partir de l'exploitation de données transmises quotidiennement par des enseignes volontaires.

3. Aspects particuliers du programme 2015

3.1 Aspects «européens »

La production de l'IPC est réalisée en cohérence avec les règlements européens en vigueur. Ceux-ci font d'ailleurs l'objet d'une révision rendue nécessaire par le traité de Lisbonne. Les règlements renouvelés devraient être adoptés fin 2015.

4. Opérations répétitives

Sans objet

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

Division Revenus et patrimoine des ménages

1. Exposé de synthèse

- Les enquêtes ERFs et SRCV seront réalisées comme chaque année. Des investissements méthodologiques seront conduits sur ERFs en mobilisant une partie des ressources « études » de la division. Le module secondaire SRCV2015 concernera la mesure de la participation sociale et culturelle.
- Le dispositif de Fichier Localisé Social et Fiscal (Filosofi) sera mis en production sur les revenus 2012 et diffusé début 2015 selon le plan de diffusion qui a été présenté en CCP en décembre 2013.
- L'enquête Patrimoine 2014, point de départ d'un dispositif d'enquêtes panélisées triennales, sera finalisée (collecte, redressement, aval statistique) en 2015 pour une livraison des données prévue pour février 2016 (données hors revenus).

L'aboutissement du projet Filosofi, qui a été un gros consommateur de moyens pour la section revenus à effectifs inchangés, sera suivi de phases d'expertise des données et d'investissements sur les chaînes d'appariement entre ce nouveau dispositif et les enquêtes ménages. En parallèle, le démarrage du dispositif d'enquêtes Patrimoine triennales a commencé et continuera de peser sur les ressources études de la section. Dans ce contexte structurel, doublé d'un contexte conjoncturel marqué le départ anticipé de deux cadres de la division, le projet d'Insee Références Revenus et Patrimoine des ménages pour 2015 a été annulé.

Une déclaration d'intention de projet a été déposée auprès du comité des investissements pour pérenniser le poste de CPS Panélisation Patrimoine. Cette ressource supplémentaire permettrait aussi de préserver à terme la capacité de la division à assurer sa mission d'études dans de bonnes conditions.

2. Travaux nouveaux pour 2015

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Le dispositif panélisé d'enquêtes sur le patrimoine des ménages comprend des enquêtes principales tous les trois ans (2014-2015, 2017-2018 etc.) et de courtes enquêtes intermédiaires de 15min maximums sous protocole web/papier destinées à garder le contact avec le ménage entre chaque vague principale et collecter de l'information sur des thèmes connexes au patrimoine. Fin 2015 sera collectée la première enquête intermédiaire sur le thème de l'aversion au risque.

L'enquête SRCV2015 comprendra également un module secondaire sur la participation sociale et culturelle, réédition du module secondaire de 2006, qui a été présenté en opportunité au Cnis en mai 2014.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2015

Le projet de Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) doit aboutir fin 2014. L'année 2015 serait alors consacrée à l'expertise des données de revenus 2010, 2011 et 2012 issues de cette nouvelle chaîne de production et au développement d'une chaîne d'appariement de l'output Filosofi avec les enquêtes ménages. Cette nouvelle chaîne d'appariement aurait pour avantage de simplifier les échanges avec les fournisseurs de données, notamment la Cnaf, pour les appariements. La qualité des données de revenu disponible devra être suffisante pour généraliser ce type d'appariement.

Des investissements méthodologiques sur l'enquête ERFs doivent également être réalisés en 2015. À l'heure actuelle, les données de revenus millésimés N sont mises en regard de l'impôt payé en N+1 sur les revenus N pour le calcul du revenu disponible. Un appariement supplémentaire avec le millésime N-1 des fichiers fiscaux doit permettre de calculer un revenu disponible cohérent avec le concept en comptabilité nationale.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2015

La division a beaucoup investi ces dernières années dans l'analyse des trajectoires de pauvreté, monétaire ou en conditions de vie. Ces travaux doivent déboucher sur un tableau de bord de suivi de la dynamique de la pauvreté qui complétera les indicateurs habituels de suivi des situations de pauvreté et d'exclusion sociale.

Par ailleurs, la division dispose des données des enquêtes annuelles sur les Revenus fiscaux et sociaux depuis 1996, et de celles des enquêtes quinquennales sur les Revenus fiscaux depuis 1970. Il est prévu de se réapproprier ces sources historiques de manière à mieux comprendre les déterminants majeurs de l'évolution des inégalités et de la pauvreté sur longue période. Des méthodes de régressions quantiles non conditionnelles pourront être mobilisées dans ce but.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2015

3. Aspects particuliers du programme 2015

3.1 Aspects « Territoires »

ras

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

ras

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

ras

3.4 Aspects « européens »

L'ensemble du dispositif SRCV est réalisé et coordonné dans un cadre européen. Chaque année, en janvier, un règlement de la Commission définit les variables cibles secondaires associées au module secondaire pour l'enquête suivante. À ce titre, le module secondaire 2015 sur la participation sociale fait l'objet d'un règlement de la Commission. Comme chaque année, la division participera en 2015 aux réunions du Working Group on Living Conditions d'Eurostat.

Fin octobre 2011 a débuté une Task Force pilotée par Eurostat sur la révision de la base légale du dispositif SILC. Cette Task Force s'est réunie pendant deux ans, elle regroupe une quinzaine de membres des INS qui devront réfléchir à la simplification du dispositif en termes de méthodologie (y compris de la dimension longitudinale) et contenu, à son adaptation aux besoins des utilisateurs et aux besoins de mesure des dimensions non matérielles du bien être. Les conclusions de cette TF seront présentés aux Directeurs des Statistiques Sociales à l'automne 2013. L'année 2015 sera consacrée à la finalisation du nouveau dispositif (questionnaire, test etc.). L'Insee accueillera en décembre 2015 à la demande d'Eurostat un Workshop sur les « best practices » pour la production de l'enquête EU-SILC. Ce Workshop regroupera essentiellement des producteurs et quelques utilisateurs des données et permettra d'échanger sur de nombreux thèmes (collecte multimode, données longitudinales, timeliness, régionalisation, précision et qualité).

La Division RPM participe également au réseau Household Finance and Consumption Network mis en place par la BCE pour coordonner les enquêtes en zone Euro sur le patrimoine des ménages. Aucun règlement statistique européen n'y est cependant associé.

4. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
SRCV	DRPM	Fréquence annuelle
Patrimoine	DRPM	Fréquence triennale
Exploitation de fichiers administratifs		

Enquête revenus fiscaux et sociaux	DRPM	Appariement entre enquête emploi en continu et données fiscales et sociales
Projet Filosofi	DPRCVM-DAR	En mode projet jusqu'en 2014. Première diffusion T1-2015
Autres travaux répétitifs		
Insee-Références sur les revenus et le patrimoine des ménages	DRPM	Non reconduit en 2015. Modification de la fréquence de réalisation (2 ou 3 ans)
Insee Résultats ERFS	DRPM	Refonte pour accueillir une partie des informations diffusées actuellement dans les fiches de l'Insee références
Insee Première sur les niveaux de vie et la pauvreté	DRPM	

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Annexe 2 : Enquêtes répétitives

Remarque : certains visas ne sont pas encore affectés, ou concernent des groupes d'enquêtes ; ils sont notés « 2014 »

Intitulé de l'enquête	N° de visa	Service Producteur	périodicité de l'enquête
Statistiques sur les ressources et les conditions de vie des ménages (SRCV)	2014A070E C	Insee- DSDS	Annuelle

Annexe 3 : autres opérations de production à caractère permanent

Opérations	Type	Objectifs
Indicateurs d'inégalités sociales Insee	Tableaux, sources diverses (mises à jour internet et publication dans <i>France, portrait social</i>)	Rassembler une série d'indicateurs signalés comme centraux pour l'étude des inégalités sociales par les auteurs du rapport « Niveaux de vie et inégalités sociales »
Revenus fiscaux et sociaux (ERFS) Insee	Appariement de sources : <ul style="list-style-type: none"> - Fichiers fiscaux : déclarations des revenus de la DGFIP - données sur les prestations de la Cnaf, de la Cnav et de la CCMSA - enquête Emploi en continu (Insee) 	Déterminer les revenus perçus par les ménages, yc les prestations sociales et minimas sociaux. Mesurer le niveau de vie et la pauvreté monétaire <i>Au niveau France métropolitaine</i>

Unité des études démographiques et sociales

1. Exposé de synthèse

En 2015, l'Unité des Études Démographiques et sociales poursuivra ses travaux d'investissement et de production autour de la comptabilité démographique (estimations de populations nationales, régionales et départementales, indicateurs démographiques nationaux, flux migratoires), dans le contexte notamment du règlement européen sur la démographie voté fin 2013. Il s'agira notamment de démarrer l'étude de faisabilité demandée par Eurostat sur le concept de population usuelle résidente et de poursuivre si besoin les travaux de 2014 sur Mayotte et les rangs de naissance. L'unité continuera à participer à l'exploitation du recensement et de ses enquêtes annuelles ou aux travaux méthodologiques sur ces sources (sur les thèmes démographie, famille, migrations internationales...), en lien avec ses productions statistiques habituelles.

Sur les sujets démographiques, la division « Enquêtes et études démographiques » poursuivra également les projets non réguliers déjà engagés :

- compléter et enrichir l'échantillon démographique permanent sur son cœur socio-démographique ;
- exploiter l'enquête « Famille et logements » (réalisée en 2011) et l'enquête Couple 2013 Ined-Insee (ainsi que les différentes vagues de l'enquête relations familiales et intergénérationnelles ERFI) ;
- continuer à compléter et mettre en cohérence le système d'information sur la démographie et la famille (en investissant notamment sur de nouvelles sources administratives).

Sur les thèmes sociaux, la division « Études sociales » poursuivra ses mises à disposition annuelles d'indicateurs et travaux sur la redistribution, les inégalités sociales, la parité...

2. Travaux nouveaux pour 2014

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Aucune opération nouvelle ou rénovée n'est prévue.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2015

Des investissements seront réalisés sur les sources fiscales pour étudier leur apport à l'analyse des structures conjugales (formations et ruptures de pacs...). Le panel EDP sera enrichi de données fiscales en 2015. L'exploitation du panel EDP enrichi fin 2014 du panel DADS démarrera, par des travaux sur la mortalité différentielle par catégorie sociale.

Les adaptations de la production de la comptabilité démographique seront poursuivies (adaptation aux évolutions législatives ou à Mayotte, évolutions possibles des produits de diffusion des données d'état civil sur insee.fr...).

2.3. Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2015

Poursuite de l'exploitation de l'enquête Famille et logements 2011.

Exploitation de l'enquête Couple 2013 en lien avec l'Ined (co-maîtrise d'ouvrage) pour avoir des données actualisées sur les trajectoires conjugales et leurs principales étapes (mise en couple, séparation...), ainsi que des différentes vagues de l'enquête relations familiales et intergénérationnelles (ERFI).

Travaux sur les structures conjugales et familiales, pour l'ouvrage « Insee Références » 2015 sur les couples et les familles (fiches et un des dossiers réalisés par la division Enquête et Études Démographiques, en charge de la coordination de l'ouvrage).

Une exploration de sources ménages pour l'analyse des compositions familiales (TCM compilés par exemple) pourrait démarrer en 2015.

Études sur la redistribution, la parité, les thèmes sociaux.

2.4. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2015

La préparation de nouvelles projections démographiques devrait être lancée.

Les travaux statistiques autour des flux migratoires seront poursuivis, en lien avec le département des statistiques, des études et de la documentation (DSED).

3. Aspects particuliers du programme 2015

3.1. Aspects « Territoires »

Rien à signaler.

3.2. Aspects « environnement et développement durable »

Rien à signaler.

3.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Rien à signaler.

3.4. Aspects « européens »

Suivi du nouveau règlement européen sur la transmission des données démographiques

Il s'agira notamment de démarrer l'étude de faisabilité demandée par Eurostat sur le concept de population usuelle résidente et de poursuivre si besoin les travaux de 2014 sur Mayotte et les rangs de naissance.

4. Opérations répétitives

- Enquêtes répétitives : Néant.

- Autres opérations de production à caractère permanent : pas de changement.

Opérations	Type	Objectifs
Estimations de population Indicateurs démographiques (Insee)	Synthèse de sources : - résultats du recensement, - statistiques d'état civil - statistiques administratives sur les flux migratoires.	Estimer la population par sexe, âge au 1er janvier de chaque année ; Calcul de différents indicateurs démographiques : taux de natalité, taux de mortalité, indicateur conjoncturel de fécondité, quotients de mortalité, espérance de vie. Stocks et flux migratoires
Statistiques d'état-civil (Insee)	Exploitation de la source administrative État-civil	Établir des statistiques de naissances, mariages, décès
Échantillon démographique permanent (Insee)	Panel réalisé à partir des : - bulletins d'état civil de naissance, de mariage, de reconnaissance et de décès depuis 1968, - recensements depuis 1968, - inscriptions électorales.	Étudier des trajectoires, des comportements, des effets générationnels. Fécondité, mortalité, mise en couple, migrations géographiques, mobilité sociale et professionnelle, mobilité résidentielle.
Indicateurs d'inégalités sociales	Tableaux, sources diverses (mise à jour internet ¹)	Rassembler une série d'indicateurs signalés comme centraux pour l'étude des inégalités sociales par les auteurs du rapport « Niveaux de vie et inégalités sociales ».
Indicateurs sur les inégalités femme-homme et la Parité	Tableaux, sources diverses (mises à jour internet ² , études)	Documenter les inégalités femmes-hommes
Actualisation et	Modèle de micro-simulation	Analyser la redistribution, étudier des

¹ http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/inegalites_sociales/inegalites_sociales.htm

² http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/dossiers_actualite/8_mars_2013.htm et <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=FHPARIT12#sommaire-des-chiffres-cles>

Opérations	Type	Objectifs
évolution du modèle de micro-simulation Ines (Drees-Insee)	adossé à l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS), imputation des prestations sociales et prélèvements modifiant le revenu des ménages	changements de politique sociale ou fiscale

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

Ministère de la culture et de la communication

Secrétariat général

Département des études, de la prospective et des statistiques

1. Exposé de synthèse

Le DEPS produit des études et des statistiques sur le champ culturel qui décrivent l'évolution des rapports de ce secteur et de la société (nouvelles pratiques culturelles numériques, mesure du poids économique, féminisation des professions, organisations nouvelles des entreprises des secteurs culturels...).

Les productions d'études et de statistiques du DEPS reposent à la fois :

1°) sur les travaux répétitifs (poursuivis d'année en année) : exploitations de fichiers issus d'enquêtes de l'Insee ou de fichiers statistiques produits par les professionnels (emploi, revenus, conjoncture) ; copilotage ou cogestion d'enquêtes annuelles (enseignement supérieur culturel, enquêtes sectorielles annuelles (ESA) des entreprises du spectacle vivant) ou pluriannuelles (dépenses culturelles, pratiques culturelles) ; production de statistiques sur l'ensemble du champ de la culture et publication de l'annuaire "Chiffres clés" ; appui méthodologique auprès des directions sectorielles ou des DRAC ;

2°) sur les travaux nouveaux liés aux enjeux du ministère et au positionnement du DEPS en tant que service d'études transversales au sein du ministère : enquêtes ponctuelles, réponse à des demandes d'informations sur des thèmes spécifiques, financement d'études et de recherches sur des thèmes économiques ou sociologique liés à la culture (modèles économiques des entreprises des secteurs culturels, sociologie de la culture).

En 2015, l'accent sera mis sur l'étude des revenus, sur l'amélioration des statistiques relatives au spectacle vivant, en commençant par le théâtre, et sur la mise en place d'indicateurs statistiques de diversité culturelle (livre, disque, vidéo, jeux vidéo, presse, programmation théâtrale). Les 7ème journées économiques de la culture organisées par le DEPS porteront sur l'évaluation des politiques culturelles.

2. Travaux nouveaux pour 2015

2.1 Enquêtes nouvelles

Il n'y aura pas d'enquête nouvelle prévue en 2015.

2.2 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2015

Pas de changement à signaler.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2015

- étude sur les différentes composantes des revenus des artistes à partir de l'enquête ERFIS (cumul de plusieurs années d'enquêtes).
- étude sur la place des femmes dans la création musicale, à partir des données de la SACEM.
- construction d'indicateurs de diversité culturelle à partir des données de ventes de produits culturels (livres, vidéo, musique enregistrée, jeux vidéo), à partir des enquêtes de la DGMIC auprès des services de presse, à partir des programmations recensées par le centre national du théâtre (CNT).
- étude sur les disparités sociales de dépenses culturelles à partir de l'Enquête Budget de famille.
- commande d'un baromètre annuel des pratiques culturelles (15 questions).

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2015

3. Aspects particuliers du programme 2015

3.1 Aspects « Territoires »

- Préparation de l'enquête quadriennale sur les Dépenses culturelles des collectivités locales : expertise des données statistiques dématérialisées disponibles sur les dépenses culturelles des collectivités locales afin d'adapter au mieux l'enquête et d'estimer si possible des indicateurs annuels sur ce thème.

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

- Organisation des 7ème journées d'économie de la culture (JEC), sur le thème de l'évaluation des politiques culturelles.
- Recherche en cours sur l'évaluation des effets des actions d'éducation artistique et culturelle (EAC).

3.4 Aspects «européens »

- Comparaison européenne des industries culturelles : structure productive, ratios financiers.
- Comparaison européenne des usages culturels des TIC par les ménages.

4. Opérations répétitives

Pas de changement à signaler

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie

Service de l'observation et des statistiques (SOeS)

Sous-direction des statistiques du logement et de la construction (SDSLC)

1. Exposé de synthèse

Le programme de travail de l'année 2015 vise à consolider la production des statistiques sur la construction neuve, renouer avec le suivi conjoncturel de l'immobilier et l'analyse structurelle du secteur de la construction, animer la réflexion sur les déterminants de l'évolution du coût des logements, étudier les dynamiques de construction à l'œuvre dans les territoires, améliorer la diffusion des données issues de filocom.

L'année 2015 sera aussi la deuxième année de la valorisation de l'enquête Phébus qui fournit des informations sur des problématiques telles que la consommation d'énergie en lien avec l'efficacité énergétique des logements, la précarité énergétique, l'effet rebond, etc.

Améliorer le suivi conjoncturel de la construction neuve

La réorganisation de la production statistique de la sous-direction, commencée il y a trois ans, s'est achevée fin 2013. Les trois pôles interrégionaux de production statistique ainsi créés ont permis d'améliorer significativement la collecte des informations. Parallèlement, des travaux statistiques sont menés sur le calcul d'indicateurs synthétiques du nombre de logements autorisés ou mis en chantier, moins sensibles aux aléas de collecte afin d'améliorer le suivi conjoncturel de la construction neuve. Les premiers résultats seront publiés en février 2015.

Améliorer le suivi de la commercialisation

Au mode de collecte actuel de l'enquête sur la commercialisation des logements neufs va se substituer au moins en partie une collecte dématérialisée directement auprès des promoteurs. Plus largement, la réflexion sur la refonte de l'enquête intègre plusieurs scénarii d'évolution sur le contenu du questionnaire et sur l'application informatique, en prenant en compte notamment des besoins liés à son utilisation dans le calcul de l'indice de prix des logements neufs publié par l'Insee.

Faire évoluer la diffusion de filocom

Les évolutions de Filocom (nombre de variables, accès aux données, extensions des possibilités d'archivage) concerneront la livraison du millésime 2015. Le contour des évolutions sera finalisé à l'automne 2014 en collaboration avec la DGFIP pour présenter un dossier à la Cnil fin 2014.

Suivre la conjoncture de l'immobilier et développer l'analyse structurelle du secteur de la construction

La première note de conjoncture trimestrielle sur l'immobilier a été publiée le 11 juillet 2014. Le bilan conjoncturel profitera des travaux sur les indicateurs d'activité dans la construction neuve, élément essentiel de l'analyse de la conjoncture de l'immobilier. De façon complémentaire, l'analyse structurelle du secteur de la construction sera développée en exploitant la source Esane. L'objectif est de publier chaque année la situation des entreprises de la construction. Parallèlement une réflexion est engagée avec l'Insee sur le contenu du questionnaire de l'ESA construction.

Travailler sur les déterminants, de l'évolution des prix des logements

La Ministre en charge du logement a souhaité que la commission des comptes du logement travaille sur les déterminants du coût du logement dans les années 2000. Ces travaux seront réalisés au sein d'un groupe de travail animé par la présidente de la Commission des comptes du logement et regroupant chercheurs, administrations et différents acteurs du logement. Par ailleurs, la commission des comptes du logement a souhaité prolonger l'étude sur la mesure de l'avantage dont bénéficient les locataires du parc HLM en comparant le prix d'un loyer HLM et celui d'un logement équivalent du parc privé. Il s'agira de décrire et d'estimer les dispositifs qui conduisent à cet avantage.

Diffuser les résultats de l'enquête Phébus

Les données d'enquêtes seront disponibles fin 2013. Plusieurs études sont envisagées, notamment un numéro de la revue du CGDD sera consacré à la performance énergétique des logements et aux consommations d'énergie de leurs occupants. La diffusion de Phébus sera coordonnée avec celle de l'enquête logement qui interviendra fin 2014, en particulier sur la question de la précarité énergétique.

2. Travaux nouveaux pour 2015

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquête déchets

L'enquête sur les déchets et déblais produits par l'activité de BTP a pour objectif général de mieux connaître la production de déchets et déblais issue de l'activité du bâtiment et des travaux publics. Ses résultats permettront notamment de répondre au règlement européen statistique sur les déchets (RSD).

Les attentes des utilisateurs, INSEE indirectement, fédérations et syndicats professionnels (FFB, FNTP, CAPEB), analystes et chercheurs dans le domaine de la construction) sur ce sujet sont multiples. Il s'agit de mesurer précisément les quantités de déchets produits par les entreprises du BTP et leurs réutilisations éventuelles à travers une enquête complémentaire auprès des installations de traitement des déchets. Il s'agit aussi de mieux cerner les pratiques et les freins en matière de tri, de recyclage et de valorisation des déchets.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2015

Suivi de la consommation neuve de logements et de locaux non résidentiels

Le SoeS a pour objectif de publier début 2015 des indicateurs statistiques du nombre d'autorisations de construire, du nombre des mises en chantiers ainsi que des annulations de permis qui seront moins sensibles aux aléas de collecte. Il s'agit de passer des données brutes directement issues de la base administrative sans traitement statistique à une logique d'estimation.

Répertoire du parc locatif social.

Le répertoire du parc locatif social sera étendu à partir du 1er janvier 2016 au logements-foyers.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2015

Diffusion des résultats de l'enquête Phébus

Les données d'enquêtes sont disponibles. Plusieurs études sont envisagées, en particulier un numéro de la revue du CGDD sera consacré à la performance énergétique des logements et aux consommations d'énergie de leurs occupants.

Liste des publications diffusées effectivement en 2013 et en 2014

Titre(s) et lien(s)	Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)	Date de la diffusion	Remarques
Chiffres et statistiques « La construction de logements »	Sit@del2	1 fois par mois	
Données locales - statistiques « La construction de logements »	Sit@del2	1 fois par mois	
Chiffres et statistiques « La construction de locaux non résidentiels »	Sit@del2	1 fois par mois	
Données locales - statistiques « La construction de locaux non résidentiels »	Sit@del2	1 fois par mois	
Chiffres et statistiques « Commercialisation des logements neufs »	ECLN	1 fois par trimestre	
Données locales secrétisées - statistiques « Commercialisation des logements neufs »	ECLN	1 fois par trimestre	
Chiffres et statistiques « Enquête sur le prix des terrains à bâtir »	EPTB	1 fois par an	

Chiffres et statistiques « Le parc locatif social au 1 ^{er} janvier »	RPLS	1 fois par an	
Chiffres et statistiques « L'indice de prix des travaux d'entretien-amélioration de logements « – résultats trimestriels »	IPEA	Trim.	Repris par l'Insee à compter du 2 ^{ème} trimestre
« Comptes du logement – édition 2013 (comptes 2012 et 2013) », les rapports du SOeS collection références, CGDD, février 2014	Comptes du logement	Annuelle	
« Dépense de logement en 2013 : les dépenses courantes restent à la hausse, l'investissement fléchit », Le Point Sur n° 150, janvier 2014	Comptes du logement	Annuelle	

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2015

Néant.

3. Aspects particuliers du programme 2015

3.1. Aspects « régionaux et locaux »

La création par voie législative d'une mission de service public, à la charge de la profession notariale, de collecte, de centralisation et de diffusion de l'information relative aux mutations d'immeubles à titre onéreux à précisément pour objet de garantir l'exhaustivité des bases notariales de façon à permettre leur exploitation à l'échelon local.

Les sources Sitadel, ECLN, EPTB et Filocom, de par leur exhaustivité, se prêtent très bien à des exploitations au niveau régional ou local. L'assouplissement recherché des règles de secret pour l'enquête ECLN vise à pouvoir diffuser davantage d'informations qu'à présent à un niveau géographique fin. La réorganisation de la diffusion des statistiques issues de Filocom vise essentiellement à mieux satisfaire les besoins en information sur l'habitat au niveau local.

3.2. Aspects environnement

Le SOeS exploite le fichier des bénéficiaires de l'éco-PTZ, pour mieux connaître ceux-ci ainsi que les montants en jeu (cf. 3.2. supra). Les considérations relatives à la performance énergétique sont un aspect essentiel de l'enquête thématique sur la qualité dans la construction neuve (cf. 2.1 supra.). L'enquête EPTB inclut un questionnaire rénové en 2010 sur les modes de chauffage (énergies renouvelables). Enfin, la géo-localisation de Sitadel devrait contribuer à la connaissance et à la mesure de l'étalement urbain.

3.3. Aspects européens

Néant.

4. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Prix des terrains à bâtir (EPTB)	Bureau SLC1	cf. 5.1. infra.
Commercialisation des logements neufs (ECLN)	Bureau SLC1	cf. 5.1. infra.
Indice du prix des travaux d'entretien-amélioration (IPEA)	Bureau SLC2	cf. 5.1. infra.
ICC Prix de revient des logements neufs (PRLN)	Bureau SLC2	cf. 5.1. infra.
Exploitation de fichiers administratifs		
Filocom	Bureau SLC3	cf. 5.2. infra.
Sitadel	Bureau SLC1	cf. 5.2. infra.
Fichiers du prêt à taux zéro	Bureau SLC1	cf. 5.2. infra.
RPLS	Bureau SLC1	
Autres travaux répétitifs		
Compte satellite du logement	Bureau SLC3	cf. 5.3. infra.

4.1 Enquêtes

Enquête sur le prix des terrains à bâtir (EPTB)

L'enquête sur le prix des terrains à bâtir a été lancée en 2006. Cette enquête, réalisée chaque année, fournit des informations sur les ménages ayant obtenu un permis de construire pour l'édification d'une maison individuelle, sur la consistance de la maison et sur son mode de chauffage, sur son prix ainsi que sur le prix et les caractéristiques du terrain. L'enquête sera poursuivie en 2015.

Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)

ECLN est une enquête trimestrielle réalisée auprès des promoteurs immobiliers, pour connaître leurs mises en vente de logements, le nombre et le prix des logements vendus, ainsi que l'encours des logements proposés. Les résultats sont publiés par région et par nombre de pièces des logements, en distinguant l'habitat collectif et l'habitat individuel (groupé). L'enquête couvre la France métropolitaine et est exhaustive sur les programmes d'au moins cinq logements destinés à la vente auprès de particuliers.

L'indice du coût de la construction (ICC) et l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN)

L'indice du coût de la construction (ICC) est calculé et publié par l'Insee à partir des données de l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN) réalisée par le SOeS. Le passage à la méthode hédonique pour le calcul de l'indice est intervenu pour l'indice du 4^e trimestre 2009, publié en avril 2010. Ce changement de méthode a permis un allègement substantiel du questionnaire et des documents collectés.

Les enquêtes mensuelles de branche dans le bâtiment (B) et les travaux publics (TP)

Les enquêtes mensuelles de branche sont réalisées par voie postale par les fédérations professionnelles (FFB et FNTP) auprès des entreprises ayant une activité de bâtiment ou de travaux publics à titre principal ou secondaire. L'enquête sur les travaux publics a pour objectif de fournir des indicateurs conjoncturels : travaux réalisés, salaires payés, marchés conclus, effectifs ouvriers permanents et heures travaillées sur les chantiers. L'enquête sur le bâtiment a pour objectif de contribuer au calcul de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) de l'Insee et des indices d'activité et d'emploi et de salaire de la profession.

4.2. Exploitation de fichiers administratifs

FILOCOM

Dans le cadre d'un protocole avec la Direction générale des finances publiques (DGFIP), le service de l'observation et des statistiques (SOeS) dispose tous les deux ans (années impaires) de données fiscales et foncières issues du mariage des fichiers de la taxe d'habitation, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des propriétaires et des propriétés bâties. En 2011, exceptionnellement, le SOeS a disposé en outre des données au 1/1/2010. L'actualisation du protocole liant la DGFIP et le SOeS se poursuit en 2012. Elle vise à élargir la liste des destinataires et des thèmes d'exploitations du fichier. Elle permettra en outre une diffusion sur internet de données en structure sous forme cartographique.

Ce fichier fournit une information de première importance sur le couple logement-occupant. Son apport principal repose, outre son exhaustivité, sur une information à un niveau géographique très fin, la connaissance des revenus des occupants et la possibilité d'effectuer des études longitudinales. Le fichier permet en outre de connaître l'âge du parc de logements et la durée d'occupation. Utilisées en liaison avec d'autres sources, les données contenues dans ce fichier enrichissent l'analyse des situations locales d'habitat.

En prévision du prochain millésime (2015) de Filocom, le SoeS travaille avec la DGFIP pour élargir le champ de diffusion afin de mieux répondre aux besoins d'informations locales pour des publics variés. Par ailleurs, Filocom devrait intégrer des variables supplémentaires notamment sur les types de revenus et la description des ménages.

Suivi de la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels (Sitadel)

La nouvelle application d'architecture nationale (Sit@del2) a été mise en place début avril 2009. En 2010, l'application a été stabilisée et donne satisfaction. Des améliorations « outils » sont prévues en 2011, notamment un accès internet via monservicepublic.fr pour les pétitionnaires désireux de saisir en ligne leur Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) ou leur Déclaration attestant de l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT).

En 2015, le SoeS publiera des estimations en dates réelles, et poursuivra ses travaux de géolocalisation des données. Il s'agit de travaux s'inscrivant dans le cadre des orientations de moyen terme du service.

Fichiers des bénéficiaires du Prêt à taux zéro (PTZ)

Le SOeS exploite de longue date à des fins statistiques le fichier des bénéficiaires du PTZ confectionné par la Société de gestion du fonds de garantie de l'accès social (SGFGAS) pour le compte de la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP). Ce fichier permet les chiffrages des aides publiques correspondantes dans le cadre du compte satellite du logement, et a fait l'objet de plusieurs publications autonomes visant à décrire le profil des bénéficiaires.

4.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Le compte satellite du logement

Les séries de comptes du logement couvrent les années 1984 à 2012, voire 2013 pour la majeure partie des dépenses courantes. Les évolutions des loyers sont reprises dans le cadre central des comptes nationaux et sont transmises à Eurostat pour le calcul des parités de pouvoir d'achat.

Les méthodes de chiffrage de l'investissement, des locaux d'hébergement et des aides publiques au logement ont été expertisées et amendées. La cohérence du chiffrage du compte avec les évaluations de la comptabilité nationale a ainsi été confortée.

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

L'enquête ECLN, demande aux promoteurs de remplir chaque trimestre (avec l'aide d'un enquêteur) un questionnaire pour chacun de leurs programmes en cours de commercialisation. Même si ce questionnaire est simple, son remplissage peut s'avérer fastidieux pour un promoteur qui gère de nombreux programmes. Or, pour certains promoteurs, les données correspondantes figurent dans leur système d'information et on pourrait envisager une extraction informatique (ce qui nécessite toutefois un investissement sur l'application informatique). La faisabilité sera étudiée avec quelques promoteurs importants. Si les résultats s'avèrent positifs, la possibilité de répondre par extraction informatique pourrait être ensuite offerte à tout promoteur qui le souhaite.

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Centre de Données Socio-Politiques (CDSP)

Étude longitudinale par internet pour les sciences sociales (Elipss)

1. Exposé de synthèse

L'Étude longitudinale par internet pour les sciences sociales (Elipss) est un dispositif d'enquête par internet reposant sur un échantillon représentatif de la population française métropolitaine qui permettra à la communauté scientifique de mener des enquêtes transversales ou longitudinales sélectionnées par un comité scientifique. Elipss est un des projets de l'équipement d'excellence DIME-SHS (Données Infrastructures et Méthodes d'Enquête en Sciences Humaines et Sociales), lauréats de l'appel à projets "Investissements d'avenir - Équipement d'excellence" 2010 mis en place par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. DIME-SHS (www.sciencespo.fr/dime-shs) est coordonné par Laurent Lesnard, directeur du Centre de Données Socio-Politiques (CDSP) et porté par Sciences Po, en partenariat avec le Genes, l'Ined, l'Université Paris 5, Telecom-ParisTech, EDF R&D et le GIS Quetelet. L'équipe opérationnelle Elipss est coordonnée par Anne Cornilleau (CDSP) et Anne-Sophie Cousteaux (CDSP).

Le panel est constitué selon un plan de sondage probabiliste. Les personnes sélectionnées pour faire partie du panel sont munies d'une tablette informatique et un abonnement internet mobile en échange de leur participation régulière à des enquêtes. Le panel actuel a été recruté sur la période 2011-2012. Il est issu d'un échantillon principal de 3 500 logements tiré au sort par l'Insee dans le recensement de 2011. Deux échantillons de réserve de 300 et 700 adresses ont été déclenchés.

Le Comité scientifique et technique de DIME-SHS Quanti (CST Quanti), en charge de l'évaluation de la qualité statistique et de l'intérêt scientifique des enquêtes proposées, se compose de :

François Beck – sociologue et statisticien (Centre de recherche, médecine, sciences, santé, santé mentale, société), responsable du département des sciences humaines à l'INPES
 Michel Bozon – sociologue, directeur de recherche à l'INED
 Rémy Caveng – maître de conférences en sociologie à l'Université de Picardie Jules Verne (Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique, Centre européen de sociologie et de science politique et Laboratoire de Sociologie Quantitative)
 Jérôme Cubillé – chercheur à EDF R&D
 Bernard Denni – professeur de science politique à Sciences Po Grenoble (PACTE)
 Julien Duval – sociologue, chargé de recherche au CNRS (Centre européen de sociologie et de science politique)
 Anne Jadot – maître de conférences en science politique à l'Université Nancy 2
 Muriel Letrait – ingénieur d'études à l'Université Paris Descartes (Centre de recherche sur les liens sociaux)
 Pierre Mercklé – maître de conférences en sociologie à l'ENS de Lyon (Centre Max Weber)
 Isabelle Recotillet – économiste, chef du département des Entrées et Évolutions dans la Vie Active au CEREQ
 Loup Wolf – sociologue au Centre de l'étude de l'emploi
 Élise Tenret – maître de conférences en sociologie à l'Université Paris Dauphine
 Gaël de Peretti – Insee
 Cécile Lefèvre – professeur de démographie à l'Université Paris Descartes
 Thierry Rocher – statisticien, à la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du Ministère de l'éducation nationale
 François Denord – chargé de recherche au CNRS (Centre européen de sociologie et de science politique)
 Pierre Mercklé a été élu à l'unanimité Président du CST Quanti lors de la séance du 18 décembre 2012.

En 2015, nous allons procéder à une augmentation de la taille de l'échantillon (environ 3 500 personnes). Il y aura donc moins d'enquêtes qu'en 2014.

2. Travaux nouveaux pour 2015

Enquête Movipic : Diversité des Modes de Vie et Pointes de Consommation d'Énergie

Il s'agit de comprendre la diversité des consommations d'énergie des ménages en France, dans un contexte énergétique marqué par le besoin de réduire les émissions de CO2 et de croissance des pics de consommation d'électricité. En explorant pour se faire la notion de mode de vie, qui associe valeurs et pratiques, MOVIPIC veut dépasser les seules variables techniques et démographiques classiquement utilisées au profit d'une approche plus globale.

L'enquête prévoit un recueil de données sous forme de carnet de bord, se focalisant alors sur les pointes de consommations d'électricité en soirée ; ainsi, il s'agira de mettre en cohérence les résultats obtenus au moyen d'une enquête par questionnaire papier avec les valeurs et activités décrites par les individus du panel Elipss dans des enquêtes précédentes (EVALENE et Enquête annuelle). L'objectif est d'explicitier comment ces modes de vie contribuent différemment aux formations des pointes de consommation d'électricité.

Enquête conçue par :

Vincent Kaufmann – Directeur du Laboratoire de Sociologie Urbaine LaSUR (EPFL et Secrétaire Général de la Communauté d'études pour l'aménagement du territoire CEAT (EPFL) – Sociologie – *Responsable scientifique et spécialiste des mobilités urbaines*

Jean-Michel Cayla – Ingénieur chercheur EDF R&D – Économie – *Enquêtes et modèles de consommation d'énergie dans les bâtiments et les transports*

Emmanuel Ravallet – Assistant scientifique au Laboratoire de Sociologie Urbaine LaSUR (EPFL) – Statistiques – *Analyse des modes de vie et spécialiste économie des transports et études urbaines*

Lorris Tabonne – Doctorant à la Communauté d'études pour l'aménagement du territoire CEAT (EPFL) – Géographie – *Analyse des modes de vie, caractérisation des territoires et modélisation des consommations d'énergie*

Enquête SRCLF : Stratégies résidentielles et choix de localisation en France : l'effet de la composition ethnique du quartier

Ce projet cherche à conduire une enquête de grande envergure sur le choix du quartier et les stratégies résidentielles des Français. Il s'intéresse plus particulièrement au degré auquel la composition ethno-raciale des quartiers est un des déterminants du choix de la localisation et ce afin d'étudier les mécanismes sous-jacents à la ségrégation des populations immigrées en France. Le projet s'inspire des grandes enquêtes réalisées aux États-Unis depuis une trentaine d'années sur ces questions et adopte des approches méthodologiques variées comprenant notamment des volets expérimentaux auxquels le dispositif Elipss se prête parfaitement. L'enquête inclura également un module sur les attitudes et stéréotypes vis-à-vis des populations minoritaires largement inspiré de l'Enquête Sociale Européenne. L'objectif est en effet de relier les préférences en termes de composition du quartier aux attitudes individuelles et degré d'hostilité à l'encontre des populations minoritaires. La réalisation de cette enquête constituerait une contribution considérable à la recherche française sur les dynamiques de ségrégation et les attitudes vis-à-vis de l'immigration.

Enquête conçue par :

SAFI Mirna – Coordinateur du projet – Chargée de recherche - Employeur : FNSP – Tutelle Sciences Po – Labo : OSC, Observatoire Sociologique du Changement (UMR 7049)

Personnes impliquées :

Mireille Clemencon – Ingénieure d'études – Sociologie – *Aide à la conception de l'enquête, conduite de l'enquête pilote*

Haley Mcavay – Doctorante à l'OSC – Sociologie – *Aide à la conception de l'enquête, conduite de l'enquête pilote et traitement des données*

Pierre Paillard – Étudiant de Master 2 à Sciences Po – Sociologie – *Aide à la conception de l'enquête, traitement des données*

Fanny Bugeja – Maître de conférence Paris X – Sociologie – *Consultation et soutien scientifique en tant que membre de l'équipe du projet Logement*

Pascale Dietrich – Chargée de recherche INED – Sociologie – *Consultation et soutien scientifique en tant que membre de l'équipe du projet Logement*

Anne Lambert – Chargée de recherche INED – Sociologie – *Consultation et soutien scientifique en tant que membre de l'équipe du projet Logement*

Enquête Panels européens

Expérimentation méthodologique visant à comparer les trois panels Internet probabilistes européens : le panel français (Elipss), Liss pour les Pays-Bas et Gesis panel pour l'Allemagne. Dans cette courte enquête, des questions tirées d'enquêtes reconnues pour leurs qualités méthodologiques (ESS et SHARE principalement) sont posées afin d'étudier la comparabilité des panels européens

Enquête conçue par :

Anne Cornilleau – Centre de données socio-politiques, Sciences Po

Anne-Sophie Cousteaux – Centre de données socio-politiques, Sciences Po

Ulrich Krieger – Université de Mannheim

Annelies Blom – Université de Mannheim

Marcel Das – Université de Tilburg

Michael Bosnjak – GESIS

3. Aspects particuliers du programme 2015

RAS

4. Opérations répétitives

Dynamob : Dynamiques de mobilisation : comprendre la formation des choix électoraux (2012-2017)

Le projet Dynamob prend sa source dans les mutations récentes du rapport au politique : de fait, le recul de la participation électorale, la montée du « vote intermittent », le relâchement des liens partisans et la progression constante des formes de participation non-conventionnelles rappellent que le citoyen-électeur des années 2000 n'est plus celui des années 1960. Ce constat n'est pas nouveau et a déjà provoqué un changement dans les paradigmes d'explication du vote, avec l'affirmation de modèles focalisés sur la manière dont les individus prennent leurs décisions (modèle de « l'électeur raisonnant ») au détriment de modèles accordant une place centrale aux appartenances sociales et politiques de long terme (modèle de Columbia, modèle de Michigan). Les campagnes électorales ont ainsi retrouvé une place centrale dans la littérature internationale. En France, la situation est toutefois plus complexe : à ce jour, on ne dispose pas d'outils d'analyse qui pourraient permettre de mesurer simultanément le poids relatif des facteurs de court terme (effet des campagnes, notamment) et des facteurs de long terme sur le vote des électeurs. Le projet Dynamob vise à y remédier, en profitant des nombreux atouts méthodologiques du dispositif Elipss.

Le panel Dynamob se distinguera des panels électoraux classiques par sa période d'enquête (un mandat présidentiel) et par sa périodicité : il couvrira aussi bien les périodes électorales que les

périodes non-électorales. En France comme dans les autres démocraties occidentales, la plupart des enquêtes électorales se bornent, au mieux, aux campagnes électorales. Dynamob s'intéressera aussi aux « temps politiques ordinaires » et permettra de combler cet angle mort, en comprenant ce que deviennent les électeurs une fois les urnes rangées.

Enfin, Dynamob entend contribuer à réinscrire la France dans les recherches internationales sur le vote et les élections. En intégrant régulièrement des questions issues des principales enquêtes électorales comparatives, il espère favoriser la comparaison des résultats et la cumulativité des connaissances. Sans pour autant renoncer à toute innovation : le projet compte également mettre en place de nombreuses expérimentations.

Enquête conçue par :

Vincent Tiberj – Science politique CEE – Centre d'Etudes Européennes
Public

Sylvain Brouard – Science politique CED – Centre Emile Durkheim
Public

Viviane Le Hay – Science politique CED – Centre Emile Durkheim
Public

Bernard Denni – Science politique PACTE – Politiques publiques, Action politique, Territoires Public

Didacticiel et enquête nouveaux entrants

Le didacticiel consiste en un premier questionnement qui présente les principaux types de questions et la façon à laquelle on y répond.

L'enquête nouveaux entrants pose des questions sur les pratiques et le rapport à l'Internet avant l'entrée dans le panel. L'instrument, la tablette, est susceptible d'apporter des changements en la matière et il ne sera donc plus possible de réaliser de tels types de questionnement.

Enquête conçue par :

Anne Cornilleau – Centre de données socio-politiques, Sciences Po

Anne-Sophie Cousteaux – Centre de données socio-politiques, Sciences Po

Emmanuelle Duwez – Centre de données socio-politiques, Sciences Po

Mathieu Olivier – Centre de données socio-politiques, Sciences Po

Tronc commun

Le tronc commun, répété une fois par an, reprend les informations socio-démographiques des principales enquêtes de la statistique publique. Elle reprend également d'autres indicateurs tirés d'enquêtes majeures.

Enquête conçue par :

Anne Cornilleau – Centre de données socio-politiques, Sciences Po

Anne-Sophie Cousteaux – Centre de données socio-politiques, Sciences Po

Stéphane Legleye – Ined

Ministère de l'intérieur

Secrétariat général à l'immigration et à l'intégration (SGII)

Département des statistiques, des études et de la documentation (DSED)

1. Exposé de synthèse

Le SSM-Immigration-Intégration exploite les sources administratives dont le ministère est propriétaire : titres de séjour, visas et acquisitions de la nationalité française. Ses travaux visent à produire des fichiers statistiques annuels à partir desquels il publie les données annuelles sur les titres de séjour, l'asile, les visas et les naturalisations, en ligne sur le site internet de la DGEF.

Le SSM-Immigration-Intégration traite les résultats des enquêtes statistiques avec une approche spécifique des populations immigrées, ou de la deuxième génération quand cela est possible. Il s'agit notamment du RP et de l'EEC. En 2015, les résultats de l'enquête Information et Vie Quotidienne (IVQ) continueront à être exploités sur le champ de la population cible de la DGEF en comparaison avec l'ensemble des résidents. L'enquête Trajectoire et Origines (TeO) sera également exploitée, ainsi que des sources qui comprennent un nombre suffisant de personnes ou ménages de la population cible : module ad hoc 2014 de l'EEC (emploi des immigrés) et SRCV. Tous ces travaux donnent lieu à publications, accessibles sur le site de la DGEF.

Les trois premières vagues de l'enquête ELIPA ont donné lieu à publication de résultats, présentés dans la ligne éditoriale Infos Migrations. L'année 2015 sera consacrée à l'exploitation complète des trois vagues, avec une approche longitudinale pour apprécier les trajectoires des migrants pendant les quatre premières années suivant l'obtention de leur premier titre de séjour. Le questionnaire de l'interrogation de vague 3 comprend, entre autres, une partie reprise d'IVQ qui offre la possibilité de comparer les « nouveaux » signataires du CAI (encore présents dans l'échantillon d'ELIPA 3) avec les composantes de l'échantillon IVQ.

2. Suivi des travaux

Voir document :

http://www.cnis.fr/files/content/sites/Cnis/files/Fichiers/moyen_terme/2009_2013/MT_2009_2013_demographies.PDF, pages 43 à 45

Les travaux d'exploitations de certaines sources administratives se résument à :

Thèmes et opérations	Suivi	Observations
Exploitations des fichiers des bénéficiaires de titres de séjour, visas...	<i>continu</i>	Pour publication, et réponse aux demandes ponctuelles
Exploitation de la collecte en provenance des préfectures concernant les mesures prononcées d'éloignement, les laissez-passer consulaires, les attestations d'accueil, etc.	<i>continu</i>	Pour tableaux de bord internes au ministère
Retraitement des données des mesures exécutées d'éloignement ; des index de l'état 4001 ; de l'asile ; des contrats d'accueil et d'intégration et des visites médicales.	<i>continu</i>	Les données de base sont transmises au DSED par la DCPAF, DCPJ, l'OFPRA et l'OFII.
Traitement et transmission des données d'immigration et d'asile à Eurostat.	<i>continu</i>	En liaison avec l'OFPRA et l'Insee (e-DAMIS).

Les travaux d'exploitations des enquêtes se résument à :

Thèmes et opérations	Suivi	Observations
ELIPA : 2010-2013	<i>continu</i>	
Exploitation de diverses sources (EEC, RP, TeO...) sur les populations immigrées.	<i>continu</i>	En liaison avec l'Insee

3. Travaux nouveaux pour 2015

3.1. Enquêtes nouvelles

Néant

3.2. Exploitations nouvelles de sources administratives

La livraison d'un nouvel infocentre des documents de séjour demandés et délivrés pourrait intervenir en 2015.

3.4. Études nouvelles

- Exploitations spécifiques d'ELIPA : le DSED poursuivra les analyses entreprises concernant l'accès au marché de l'emploi et l'évolution des conditions de vie des nouveaux migrants en mobilisant les trois vagues d'ELIPA.
- Exploitations de sources particulières : IVQ, TeO, EEC. Ces sources combinent une surreprésentation des populations d'intérêt du DSED et l'approfondissement de thèmes au cœur de la politique d'intégration. Parmi ces derniers figurent la maîtrise du français dans le cadre quotidien et le déclassement.
- Investissement dans des sources non encore mobilisées : en premier lieu l'enquête SRCV qui sert de support privilégié avec l'EEC pour produire des indicateurs d'intégration comparables dans tous les pays de l'UE27, en complément de la source ERFS.

4. Aspects particuliers pour 2014

4.1. Aspects régionaux

- Études sur la localisation infranationale des descendants d'immigrés. Un ensemble d'études amorcées en 2012 sont en cours, en collaboration avec l'Insee.
- Appui éventuel des DR Insee sur leurs projets d'études sur les immigrants.

4.2. Aspects Environnement et développement durable

Néant

4.3. Évaluations des politiques publiques

- L'aspect le plus important d'évaluation de politiques publiques à l'étude est la formation des nouveaux migrants en français. Fin 2012, les premières conclusions reposant sur l'exploitation des vagues 1 et 2 ont été publiées : pertinence de la politique publique, impact sur l'intégration sociale. En 2013 et 2014, les impacts ont été étudiés plus largement (intégration résidentielle, économique...). Cette thématique sera développée encore en 2015.

4.4. Aspects « européens »

- Le point de contact national du réseau européen des migrations (REM) fait partie du DSED. A ce titre il produit chaque année (n) des études (une « longue » et 3 courtes, type « focus study »). Le choix de ces études n'est effectif qu'en octobre (n-1).

5. Opérations répétitives

Pas de précisions supplémentaires significatives à ce qui est indiqué au point 2, ci-dessus.

6. Allègement de la charge statistique des entreprises

Ne concerne pas le DSED, aucune sollicitation d'entreprises.

Ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

Mission des études, de l'observation et des statistiques (MEOS)

1. Exposé de synthèse

La « mission des études, de l'observation et des statistiques » est rattachée à direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), elle-même placée sous l'autorité de la ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports depuis le 3 avril 2014.

Les investissements de la MEOS se poursuivront en 2015 sur trois thématiques prioritaires. En premier lieu, la MEOS participera au nouveau groupe de travail européen sur la « dimension économique du sport », qui poursuivra les travaux du précédent groupe expert sur les statistiques du secteur sport. Ce dernier avait rendu un bilan de ses travaux, avec notamment des préconisations sur la mise en place de comptes satellites du sport dans les pays de l'UE.

En second lieu, les efforts engagés sur deux chantiers « jeunesse » essentiels pour le ministère seront poursuivis : le suivi des « indicateurs jeunesse » dans le cadre du comité interministériel jeunesse (CIJ), dont le second s'est tenu au premier trimestre 2014. Outre la contribution à la rédaction du chapitre statistique du rapport annuel du CIJ, il s'agira de mettre en place un ou plusieurs indicateurs sur la mobilité internationale des jeunes, en mobilisant les données existantes et en explorant les voies d'amélioration des sources disponibles.

En dernier lieu, les travaux de production statistique sur les accueils collectifs sans hébergement (accueils périscolaires) devraient aboutir et donner lieu à une publication. Des données provisoires ont déjà été mobilisées dans le cadre des travaux sur l'impact de la réforme des rythmes scolaires.

:

2 Travaux nouveaux pour 2015

2.1 Enquête CEREQ génération 2010

Cette enquête triennale permet d'étudier l'insertion professionnelle des personnes ayant obtenu un diplôme professionnel délivré par le ministère en charge des sports et de la jeunesse. Cette enquête s'appuie sur le dispositif de l'enquête génération du CEREQ, avec un volet spécifique sur les diplômés sport et animation et un sur-échantillonnage du champ « sport et animation ». La prochaine enquête concernera les diplômés de 2010, enquêtés début 2015. Dans un premier temps, le travail consistera à fournir une base de sondage la plus exhaustive possible pour le tirage de l'échantillon.

2.2.1 Exploitation des bases réglementaires Accueil Collectifs de Mineurs (ACM)

La DJEPVA réglemente et contrôle les dispositifs qui encadrent l'accueil des mineurs dans les différentes structures organisant des séjours pour mineurs ou des accueils de loisir sans hébergement. La MEOS a été chargée d'exploiter cette base réglementaire afin de produire des statistiques fiables sur l'activité de ces ACM. En particulier, la MEOS exploite les données relatives à l'accueil périscolaire, c'est-à-dire l'accueil des mineurs le matin avant l'école, le midi pendant la pause déjeuner, et le soir après la fin des cours. Ces accueils donnent lieu également à une déclaration des organisateurs. Une première publication nationale est prévue début 2015.

2.2.2 Exploitation du répertoire national des associations

La DJEPVA a développé un système d'information dans le champ de la vie associative (SIVA). Il devait être alimenté par les informations contenues dans le répertoire national des associations (RNA). Cette mise à disposition a pris du retard, et les travaux prévus en 2014 sur la démographie des associations, en particulier les créations, ont été repoussés en 2015.

2.3 Travaux d'études sur l'emploi sportif

Dans le cadre d'une étude et d'une publication sur l'emploi dans le champ du sport, en collaboration avec la sous-direction « emploi et formation » de la direction des sports, et le bureau des études statistiques de « Pôle emploi », la MEOS a exploité les données relatives aux animateurs sportifs, disponibles dans les enquêtes emploi de l'INSEE. Le SSM devrait en 2015 réaliser des exploitations complémentaires, notamment dans le champ des animateurs « socio-culturels ».

2.4 Travaux sur la mise en place d'indicateurs jeunesse

Dans le cadre de la mise en place du comité annuel interministériel jeunesse (CIJ), la MEOS contribuera à la construction d'indicateurs nouveaux sur l'état de la jeunesse en France. Elle participera également à la rédaction du rapport annuel sur la jeunesse qui sera présenté à l'occasion de chaque CIJ en début d'année. Ce nouveau travail s'inscrit dans le schéma de réorganisation des missions de la DJEPVA et des priorités jeunesse impulsées par le gouvernement.

3. Aspects particuliers du programme 2014

3.1 Aspects « Territoires »

La MEOS contribue, en collaboration avec la DREES qui a pilote l'opération, à la production du panorama statistique annuel des Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS). A ce titre, la MEOS fournit un ensemble d'indicateurs nationaux relatifs au sport et à la jeunesse, déclinés par régions et départements. Cette publication nationale, en ligne sur le site de la DREES, s'accompagne également de publications régionales alimentées par les données livrées au niveau national et enrichies de statistiques spécifiques à chacune des régions dans le cadre des études qu'elles réalisent ponctuellement.

La mission poursuivra en 2015 sa collaboration avec l'INSEE sur la géolocalisation des licences sportives délivrées par les fédérations agréées par le ministère. Ces travaux permettent de décliner de manière plus fiable des indicateurs sur la pratique licenciée, notamment dans les zones urbaines sensibles.

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

La MEOS est chargée de calculer plusieurs indicateurs LOLF liés aux domaines « sports » et « jeunesse ». Elle est responsable de l'amélioration de la qualité de ces indicateurs, tant en termes de définition que de collecte des informations. Ces indicateurs tendent à mesurer l'impact des politiques publiques en faveur de la pratique sportive de certaines catégories de la population comme les jeunes et les femmes, ou au sein de certains territoires. À cet égard, l'indicateur sur la pratique licenciée en Zones Urbaines Sensibles a été fiabilisé suite à la rénovation du recensement des licences sportives.

Par ailleurs, un groupe de travail lancé en 2013 sur la collecte en ligne des données relatives à l'indicateur sur l'insertion des diplômés jeunesse et sports, a débouché sur la rédaction d'un guide méthodologique. Plusieurs régions devraient dès le second 2014 entrer dans ce nouveau dispositif.

3.4 Aspects « européens »

La MEOS participe à un groupe de travail de la Commission européenne. Ce groupe, réunissant une quinzaine d'États membres volontaires, s'attache à définir le cadre méthodologique d'un compte satellite du sport, le périmètre du secteur « sport » (définition statistique, activités liées directement ou indirectement au sport) et des méthodes de chiffrage du poids économique du sport.

4. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Recensement annuel des licences sportives	MEOS	Collecte exhaustive auprès des fédérations
Exploitation de fichiers administratifs		
Production de statistiques annuelles sur les accueils de mineurs	MEOS	Base réglementaire de suivi et de contrôle des ACM par la DJEPVA.
Autres travaux répétitifs		
Statistiques sur les diplômes professionnels ou non délivrés par le ministère	MEOS	Exploitation d'une base de données du ministère.
Statistiques sur les contrats aidés du champ « jeunesse et sports »	MEOS	Données transmises par la DARES
Estimation annuelle du poids économique du sport (dépense sportive des acteurs économiques)	MEOS	Source : comptes annuels nationaux, DGCL, Enquêtes annuelles d'entreprises.

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet